GRÈCE : soutien à Panayiotis Lafazanis !

Le 02-10-2018

Télécharger ou imprimer au format PDF

par Joël Perichaud, Secrétaire national du Parti de la démondialisation chargé des affaires internationales

le 2 octobre 2018

Le Pardem alerte sur le sort de Panayiotis Lafazanis, secrétaire d'Unité populaire – LAE, attaqué par la coalition au pouvoir qui le convoque devant la Sécurité de l'Etat alors qu'il défend les Grecs dont les biens privés et publics sont vendus à l'encan. Le Pardem lui apporte son soutien et dénonce le gouvernement Tsipras et l'Union européenne qui précarisent le peuple grec et détruisent sa souveraineté.

En décembre 2017, le gouvernement Tsipras s'est attribué la possibilité de poursuivre et de sanctionner tous ceux qui s'opposent aux ventes aux enchères des logements de la population grecque.

Panayiotis Lafazanis (secrétaire d'Unité populaire – LAE) est, pour cette raison, prochainement convoqué devant la Sécurité de l'Etat, pour violation de 16 articles du Code pénal grec, L'objectif est d'impressionner et de dissuader les Grecs de résister aux politiques mémorandaires du gouvernement SYRIZA-ANEL, notamment aux ventes aux enchères des habitations, aux saisies et au bradage des biens publics. Malgré la fable de la sortie de la Grèce de la tutelle de la Troïka et des mémorandums, les mises aux enchères des logements vont s'accélérer puisque la protection de la résidence principale des Grecs n'est plus en vigueur.

Mais il ne s'agit pas seulement des mises aux enchères et des saisies. Le bradage des biens publics est en cours.

L'attaque « juridique » à l'encontre de Panayiotis Lafazanis est une attaque politique et constitue une évolution dangereuse menaçant les libertés de tous les Grecs,

En effet, même si des poursuites à l'encontre de militants qui tentent d'empêcher les mises aux enchères ont déjà été engagées (Nauplie, Thessalonique et Volos), c'est la première fois, depuis la dictature des colonels, qu'un leader de parti politique est appelé à justifier, devant les services de police, son action politique.

L'UE et Tsipras, son servile valet, après avoir installé en Grèce l'austérité à perpétuité, le pillage et l'asservissement du pays et du peuple, passent à une étape supérieure : la criminalisation de l'opposition à leur politique ouvrant la voie à un fonctionnement non démocratique des institutions grecques.

La convocation de Panayiotis Lafazanis par un procureur concerne tous les citoyens, tous les partis, tous les mouvements et organisations attachés à la démocratie, en Grèce comme ailleurs.

La solidarité internationale devrait conduire à un vaste mouvement de soutien de Panayiotis Lafazanis. Pour le moment c'est l'indifférence qui prévaut !

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire